

Unité bidépartementale Eure Orne
1 av. Maréchal Foch
CS50021
27020 Evreux

Évreux, le 26/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REBORN NORMANDIE

246, rue du Général Maurice Bourgeois
BP 462
27300 Bernay

Références : UBDEO/ERC/24/309
Code AIOT : 0005800814

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement REBORN NORMANDIE implanté 246, rue du Général Maurice Bourgeois BP 462 27300 Bernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été initiée dans le cadre de l'action régionale 2024 de l'inspection des installations classées de la DREAL NORMANDIE visant les installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REBORN NORMANDIE
- 246, rue du Général Maurice Bourgeois BP 462 27300 Bernay

- Code AIOT : 0005800814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Etablissement spécialisé dans l'extrusion et l'impression à la marque de film plastique destiné à l'industrie alimentaire.

Administrativement, la société REBORN dispose:

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2014,
- de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2023.

Le société REBORN NORMANDIE étant soumis au régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les prescriptions transversales en matière de risques accidentels de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 lui sont applicables.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	6 mois
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	électriques		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La dernière vérification périodique des installations électriques conclut que l'installation présente un risque d'incendie. Les installations ne sont donc pas entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.

En effet, l'inspection a constaté :

- que le dernier rapport de vérification périodique des installations électriques de 2024 met en évidence de nombreuses limites d'intervention ne permettant pas d'assurer d'un contrôle complet des installations électriques,
- que le dernier rapport de vérification périodique des installations électriques de 2024 met en évidence que les nouvelles installations de recyclage des matières plastiques autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2023 actuellement en activité, n'ont pu être contrôlées « dans les règles de l'art » par l'opérateur de la société APAVE par défaut, entre autres, de fourniture de la vérification initiale des nouvelles installations électriques,
- que le certificat Q18 (certificat signalant les dangers d'incendie ou d'explosion que présente l'installation électrique) associé à la vérification périodique des installations électriques de 2024, quant à lui, fait état de 2 observations et conclue que l'installation peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. À noter que ces 2 observations sont récurrentes l'une depuis 2016 et l'autre depuis 2022,
- que l'exploitant n'a pas mis en place pour l'année 2023 de plan d'action de réparation de ses installations électriques,
- qu'entre 2022 et 2024, le nombre d'observations récurrentes recensées dans les contrôles périodiques des installations électriques par la société APAVE a doublé.

L'inspection propose donc à Monsieur le préfet de l'Eure de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 6 mois, les dispositions de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.

Il est demandé à l'exploitant, sous 6 mois, de mettre à jour le DRPCE sur les données actualisées du zonage de ATEX et de procéder à un audit d'adéquation des installations vis-à-vis des exigences de la réglementation ATEX.

L'ensemble des documents et autorisations sera transmis à l'opérateur afin qu'il dispose de tous les éléments nécessaire au prochain contrôle périodique des installations électriques de juin 2025 (9 mois) dans les zones ATEX du site.

Il est demandé à l'exploitant d'analyser la pertinence de chaque limite d'intervention et d'y remédier avant la prochaine vérification périodique de juin 2025 (9 mois). Si la vérification s'avère de nouveau incomplète, l'exploitant fait procéder, dans les 3 mois qui suivent, aux vérifications complémentaires.

Le prochain rapport de vérification périodique des installations électriques devra être adressé à l'inspection des installations classées dès sa réception par l'exploitant.

L'inspection invite l'exploitant à faire procéder aux essais de différentiels lorsqu'il est possible de mettre à l'arrêt l'installation.

Enfin, suite à la visite de terrain (se référer à la fiche de constats n°5), il est demandé à l'exploitant de procéder à la réparation de la porte coupe-feu endommagée, de vidanger la rétention extérieure de la distilleuse et de ne pas stocker de containers d'alcool en dehors des zones autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : À la demande des installations classées, l'exploitant a présenté les 2 derniers rapports annuels de vérification des installations électriques : - Le rapport de vérification périodique de 2023 est réalisé par la société APAVE (référence 0688561-008-1 du 09/06/2023) sur la période d'intervention du 22/05/2023 au 25/05/2023. - Le rapport de 2024 est réalisé également par la société APAVE (référence 0688561-009-1 du 20/06/2024) sur la période d'intervention du 03/06/2024 au 07/06/2024. En termes de pratique, l'exploitant indique : - qu'il n'y a pas de réunion avant le contrôle pour transmettre les documents nécessaires au contrôle, - qu'un technicien du site est mis à disposition du contrôleur durant toute l'intervention. L'exploitant a également présenté en séance les comptes-rendus de vérification périodique Q18 établis par la société APAVE pour 2023 et 2024. L'exploitant respecte les fréquences de contrôle. Ce point n'appelle donc pas d'observations de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

Le rapport de vérification périodique du 20/06/2024 établi par la société APAVE comporte **de nombreuses limites d'intervention puisque l'énumération de ces dernières concerne les pages 10 à 17 du rapport**. Elles portent notamment sur :

Concernant l'information documentaire :

- la fourniture incomplète du plan des locaux à risques particulier d'influence externe et des schémas unifilaires des installations électriques,
- la non transmission des rapports de vérification initiale ainsi que de la déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion.

Concernant les limites d'intervention générales :

- il n'a pas été testé dans les règles de l'art les dispositifs de différentiels à courant résiduel (DDR) pour des raisons de continuité d'exploitation à la demande de l'exploitant,
 - dans les locaux et emplacements présentant des risques d'explosion, il n'a pas été testé, en l'absence d'autorisation, au contrôle de l'appareillage contenu dans les enveloppes de sûreté, et de la valeur de la résistance de continuité des conducteurs de protection,
- La continuité à la terre des appareils d'éclairage dit inaccessibles (soit masses « inac », soit « inac h>4m ») n'a pu être vérifiée,
- pour des raisons d'exploitation, les essais de mise hors tension des postes HT n'ont pas été effectués,
 - le changement de régime neutre (IT en TN) du bâtiment A (bâtiment logistique de 3 150 m²) n'a pas fait l'objet d'un contrôle de conformité, le contrôleur n'a pu vérifier la bonne continuité du bâtiment.

Concernant les limites d'intervention particulières :

A noter que l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2023 autorise l'exploitant à exploiter une nouvelle ligne de recyclage de déchets de matières plastiques (EREMA BI CLEAR) dans le bâtiment « A » et autorise également l'exploitant à stocker à l'extérieur et dans un nouveau hangar des balles de déchets de matière plastique et des bobines de produits finis (films PE imprimés).

Il s'avère, **pour le nouveau hangar de stockage**, que le rapport de vérification initiale ainsi que les schémas unifilaires des installations électriques accompagnés si nécessaire d'un synoptique montrant l'articulation des différents tableaux n'ont pas été transmis.

Pour rappel (cf ci-dessus), **étant donné le changement de régime neutre du transformateur T5 du bâtiment « A »**, le contrôleur n'a pu vérifier la bonne continuité du bâtiment ni le dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection.

Enfin, **pour la nouvelle machine de recyclage de déchets de matières plastiques EREMA BI CLEAR**, l'opérateur de la société APAVE signale également qu'en l'absence (ou incomplètes) des notes de

calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection, ces deniers n'ont pas été analysés et en l'absence de la vérification initiale des installations électriques modifiées, ces dernières n'ont pas été vérifiées.

Ainsi, les nouvelles installations, autorisées par Arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2023 et actuellement en activité n'ont pu être contrôlées « dans les règles de l'art » par l'opérateur de la société APAVE en juin 2024.

Concernant les autres limites d'intervention particulières, il est mentionné notamment :

- des zones ATEX où il n'a pas été effectué de mesures de continuité (« bâtiment principal - circulation atelier - local ATEX », « bâtiment principal - hall de stockage impression - local machine à laver », « bâtiment principal - hall fabrication clichés - local distilleuse »), une simple vérification visuelle a donc été effectuée.

- des armoires (coffrets) non-inspectés car l'ouverture des portes d'accès sont asservies à la mise hors tension ou cassées (« bâtiment principal - atelier impression - coffret pompe RENZMANN », « bâtiment principal hall mélangeur (silos) », « bâtiment principal - local électrique - armoire destitution et stockage des encres »).

Il est également précisé pour l'ensemble de l'établissement que la documentation technique n'est pas à jour ni à disposition dans les armoires ce qui n'a pas permis de mener à bien la mission de contrôle et que la mesure d'isolement de l'ensemble des récepteurs non à la terre n'a pas été réalisé sans accès possible aux connexions.

Ces limites d'intervention sont, pour un grand nombre, retrouvées dans le rapport de vérification de l'année précédente (daté du 09/06/23).

Ce rapport de vérification périodique des installations électriques de 2024 mentionne 32 observations dont 16 sont récurrentes et parmi ces récurrentes, 2 sont reprises dans le CERTIFICAT Q18 du 20/06/24 qui fait donc état que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion et que la vérification a consisté en une vérification partielle.

L'exploitant déclare en séance qu'en aucun cas l'opérateur de la société APAVE lui a fait connaître au cours de sa mission que des éléments manquant ne lui permettaient pas de faire son contrôle dans les règles de l'art.

Suite à l'analyse des documents, l'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur les limites d'intervention qui ne garantissent plus le caractère complet du contrôle des installations électriques.

Par voie de conséquence, les conclusions du Q18 ne sont plus représentatives de l'état de l'ensemble des installations électriques du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1/ MISE EN DEMEURE :

L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure la société REBORN NORMANDIE de respecter sous 6 mois les dispositions de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus-

citée.

Ces dispositions seront considérées comme satisfaites si l'exploitant transmet à l'inspection les rapports de vérification initiale de ses nouvelles installations autorisées par l'Arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2023.

2/ DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE

Il est demandé à l'exploitant d'analyser la pertinence de chaque limite d'intervention et d'y remédier avant la prochaine vérification périodique de juin 2025 (9 mois). Si la vérification s'avère de nouveau incomplète, l'exploitant fait procéder, dans les 3 mois qui suivent, aux vérifications complémentaires.

Le prochain rapport de vérification périodique des installations électriques devra être adressé à l'inspection des installations classées dès sa réception par l'exploitant.

L'inspection invite l'exploitant à faire procéder aux essais de différentiels lorsqu'il est possible de mettre à l'arrêt l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.

Constats :

Questionné par l'inspection sur l'existence d'un plan d'action de suivi des travaux électriques à réaliser sur le site suite à un contrôle périodique des installations électriques (avec Q18), l'exploitant a répondu qu'il ne disposait pas de plan d'action pour l'année 2023.

Des départs de personnels (retraite + démission) expliquerait ce manquement.

L'exploitant expose qu'il en disposait d'un pour 2022.

Le rapport de contrôle périodique de 2022 faisait état de 23 observations dont 7 sont récurrentes.

Le rapport de contrôle périodique de 2023 faisait état de 24 observations dont 10 sont récurrentes.

Le rapport de contrôle périodique de 2024 faisait état de 32 observations dont 16 sont récurrentes.

Ainsi, il peut être constaté que le nombre d'observations augmentent de part l'augmentation d'observations récurrentes ce qui traduit un manquement d'entretien des installations électriques du site.

Le certificat Q18 de 2024, quant à lui, fait état de 2 observations et conclue que l'installation peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. A noter que ces 2 observations sont récurrentes l'une depuis 2016 et l'autre depuis 2022.

Les installations ne sont donc pas entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.

Il est donc considéré que d'une part les installations ne sont pas entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique et que d'autre part, les délais de résolution des non-conformités prévus par l'exploitant ne sont pas adaptés, des non-conformités persistant plus d'un an après leur signalement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

MISE EN DEMEURE :

L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure la société REBORN NORMANDIE de respecter sous 6 mois les dispositions de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus-cité.

Ces dispositions seront considérées satisfaites si :

- l'exploitant traite les non-conformités relevées dans le rapport Q18 de 2024 ;
- l'exploitant met en place un plan d'action pour lever les observations de son rapport de vérification périodique des installations électriques de 2024 en définissant une cinétique de résolution adaptée à chaque observation selon son niveau de gravité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Pour rappel (cf fiche de constat n°2), il est inscrit dans le rapport de vérification périodique des installations électriques de 2024 :

- la non-transmission de la déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion,
- le fait que dans les locaux et emplacements présentant des risques d'explosion, il n'a pas été testé, en l'absence d'autorisation, au contrôle de l'appareillage contenu dans les enveloppes de sûreté, et de la valeur de la résistance de continuité des conducteurs de protection,
- des zones ATEX où il n'a pas été effectué de mesures de continuité (« bâtiment principal - circulation atelier - local ATEX », « bâtiment principal - hall de stockage impression - local machine à laver », « bâtiment principal - hall fabrication clichés - local distilleuse »), une simple vérification visuelle a donc été effectuée.

Par conséquent le contrôleur APAVE n'a pu vérifier « dans les règles de l'art » les installations électriques dans les zones ATEX qu'il a répertoriées.

Questionné par l'inspection, l'exploitant a présenté en séance, son document de d'Assistance à la définition des Zones ATEX établi par BUREAU VERITAS dans sa version 1 d'avril 2017.

Par contre, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le DRPCE (document relatif à la protection contre les explosions) ni la bonne adéquation des installations électriques vis-à-vis des exigences de la réglementation ATEX.

L'exploitant a déclaré en séance qu'un nouveau zonage ATEX va être réalisé sur l'ensemble du site.

Suite à l'élaboration de ce nouveau zonage, il conviendra de s'approprier les zones à risque en élaborant le DRPCE ainsi que l'audit d'adéquation des installations vis-à-vis des exigences de la réglementation ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous 6 mois, de mettre à jour le DRPCE sur les données actualisées du zonage de ATEX et de procéder à un audit d'adéquation des installations vis-à-vis des exigences de la réglementation ATEX.

L'ensemble des documents et autorisations sera transmis à l'opérateur afin qu'il dispose de tous les éléments nécessaire au prochain contrôle périodique des installations électriques de juin 2025 (9 mois) dans les zones ATEX du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

L'inspection s'est rendue dans le local machine à laver du hall de stockage impression au bâtiment principal et a ainsi visualisé le coffrage du chemin de câble qui fait l'objet de l'observation récurrente depuis 2016 dans le Certificat Q18 de 2024. A noter qu'en améliorations proposées par l'APAVE, il est indiqué soit de réaliser le cheminement dans des locaux ne contenant pas d'atmosphère explosible soit, de fournir le PV de bonne mise en œuvre.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté les non-conformités suivantes :

1/ le bâti gauche de la porte coupe-feu d'entrée du matériel dans la machine à laver est dégradé.

2/ la rétention extérieure en sortie de la distilleuse est pleine.

3/ la présence (à l'extérieur face à FM/TSN) de 16 containers de 1m³ d'alcool en attente de dépotage alors que cette zone de stockage n'est pas autorisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la réparation de la porte coupe-feu, de vidanger la rétention extérieure de la distilleuse et de ne pas stocker de containers d'alcool en dehors des zones autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois